



CTSD du 13 Octobre 2014

Déclaration des syndicats de la FSU

Dordogne

Avant toute chose, nous rappelons que les propos que nous tiendrons ici, aujourd'hui, doivent rester confidentiels, car suite à la CAPD de septembre, nos interventions ont été déformées et rapportées à Madame la Maire de La Coquille qui a cru bon de nous interpeller en nous parlant de propos diffamatoires... Nous tenons donc à rappeler que nous sommes dans le cadre du débat entre l'administration départementale de l'éducation nationale et les organisations syndicales représentantes des personnels. Cette remarque a déjà été faite au niveau rectoral pour les instances du second degré. Cela doit cesser, le paritarisme doit conserver tout son sens

La FSU ne cesse de rappeler que les politiques d'austérité ne sont pas la solution pour la sortie de crise. La réalité du terrain nous donne de plus en plus raison : croissance quasi-nulle, chômage toujours en augmentation, diminution du pouvoir d'achat, notamment celui des fonctionnaires, dégradation des protections sociales, attaque frontale des droits de la famille.

Le changement opéré à la tête de l'État juste avant la rentrée ne sert à rien, la politique restant la même, voire devenant plus libérale que sous les gouvernements précédents. La FSU réaffirme que l'investissement public, la revalorisation salariale, la formation, la réduction et le partage du temps de travail, relanceront l'économie.

Plus près de nous, en Dordogne, l'analyse des chiffres donnés pour ce bilan de rentrée montre que la problématique de l'emploi va avoir une incidence sur l'entrée en 6ème, notamment sur l'agglomération de Bergerac qui connaît une augmentation constante des chiffres du chômage depuis 6 ans et un différentiel d'élèves de près de 8 % entre les prévisions et le constat de rentrée pour les classes de 6ème.

Cette crise risque d'accélérer la désertification des zones rurales, péri-urbaines et des petites villes, au profit des grosses zones urbaines, et les annonces gouvernementales sur les primes de naissances, les congés parentaux n'iront pas dans le sens d'un maintien de la natalité locale et nationale.

Lors de ce CTSD, nous allons traiter du bilan de la rentrée et nous allons enfin, à une semaine des vacances d'automne, pouvoir évoquer en toute connaissance de cause les ajustements de rentrée.

Nous le répétons : nous souhaitons que pour le 1^{er} degré, se tienne un comité technique d'ajustement à la rentrée, ce qui nous permettrait d'évoquer de façon claire et transparente les besoins en ouvertures des écoles.

Si le constat des effectifs (-100) élèves est à la baisse, cela compense ceux à la hausse de l'an passé (+100). La prévision de l'INSEE se révélant fautive une fois de plus.

De plus, Madame la DASEN, vous avez fermé plus de classes encore cette année que vous n'en avez ouvert, ce qui engendre des situations très difficiles pour certains de nos collègues, dont les effectifs moyens dépassent 28 élèves par classe avec des classes à 30 et plus, notamment dans des quartiers défavorisés.

Nous souhaitons aussi revenir sur les écoles qui ont eu une 4ème classe ouverte à la rentrée et qui ne bénéficient toujours pas de la décharge à laquelle elles ont droit. Il faut absolument que nos collègues puissent effectuer leur travail dans de bonnes conditions et cela aussi au nom de l'équité.

Lors du CDEN du 4 juillet, nous évoquions également un courrier co-signé par vous-même et Monsieur le Préfet à l'attention des maires du département concernant une réflexion sur le tissu scolaire. Nous vous rappelons que nous serons très vigilants sur le sujet. Par ailleurs, nous n'avons toujours pas été invités à cette réflexion ni informés des formes qui lui sont données.

Lors de ce CTSD, nous souhaitons faire un point sur la généralisation de la réforme des rythmes. Si aucune évaluation de cette réforme n'a été réalisée, nous, à la FSU, demandons un bilan d'étape. Des retours de collègues témoignent de dysfonctionnements et les mises en place parfois chaotiques sont bien éloignées de l'objectif initial, à savoir favoriser la réussite des élèves.

En ce qui concerne le 2nd degré, nous rappelons que les affectations des stagiaires ne doivent pas se faire par défaut, mais bien dans la recherche de lieux d'accueils adaptés. Nous évoquons ici la situation incompréhensible de la stagiaire EPS de Ribérac, et les affectations constantes des stagiaires sur les postes de départ en retraite, sans savoir si un tuteur est disponible, ni même si c'est la 4ème ou 5ème années de suite que dans les disciplines, un stagiaire est affecté, ce qui nuit fortement au travail collectif des collègues. De façon similaire, l'affectation des stagiaires à mi-temps, loin des lieux de formations, entraîne des dépenses que leurs indemnités couvrent à peine.... Quelle réflexion sur ces affectations alors même que les CAPA ne sont plus consultées ?? Le paritarisme semble avoir du mal à exister en Aquitaine.

Dans les collèges et les lycées, les conditions de travail liées aux effectifs par classe demeurent une cause principale de difficultés d'exercice (pour toute la communauté éducative). Comment peut-on pratiquer la bienveillance dans des classes de 28, 29 voire 30 ou 31 dans les collèges ? La forte augmentation (évidemment prévisible) des effectifs dans les lycées n'a pas eu l'accompagnement adéquat ou attendu en moyens. L'exemple de la rentrée dans le Lycée Maine de Biran à Bergerac est caractéristique des déficits et des dysfonctionnements.

Nous nous interrogeons aussi sur la « disparition » de 92 élèves dans le prévisionnel des lycées et LP.

Avec les chiffres en LP, c'est là que nous constatons un important différentiel entre le prévisionnel et le constaté : où sont les élèves ? Pouvons-nous faire la même analyse que pour la zone de Bergerac, d'autant plus que la relance de l'apprentissage souhaité par le Gouvernement et la Région, ne semble pas fonctionner ! Nous clamons haut et fort notre opposition à cet acharnement d'envoyer au travail dès 16 ans (voire plus tôt car le dispositif DIMA dès 15 ans existe en MFR) nos jeunes les plus défavorisés (et tous les autres bien sûr). Nous voulons bien entendre que, pour quelques jeunes, cela soit une possible solution (il y a toujours eu 200 à 300.000 jeunes en apprentissage), mais il est inadmissible de vouloir tendre à en faire « l'outil » prioritaire de la formation professionnelle en France. Ce dont nos jeunes ont besoin, c'est d'une formation théorique, technique et citoyenne qui relève de la responsabilité de pédagogues, pas de ceux qui ont un intérêt quelconque à vouloir soi-disant les former.

La situation de l'EPS en Dordogne continue de rester problématique, malgré les annonces de constructions de 2 gymnases sur l'agglomération de Périgueux. En effet, le nombre d'élèves par classe ne cesse d'augmenter, mais les structures pouvant les accueillir, elles, n'augmentent pas. Comment enseigner des sports d'oppositions (Compétences propres n°4 obligatoire en cycle terminal) pour 30 élèves (ou 35 au lycée) alors que la structure est prévue pour 20 ou 24... Comment accepter de passer des heures dans les transports en commun alors que des solutions de proximités existeraient (rappelons que les coûts pédagogiques et financiers peuvent être très importants sur certains établissements) ? Nous sommes cependant satisfaits du choix du Recteur d'orienter les études de santé sur les fins de carrières auprès des enseignants d'EPS, même si nous trouvons que le panel n'est pas assez large.

Pour finir, nous souhaiterions toujours obtenir les documents de travail sous forme de tableur, sans avoir à les réclamer.

Teddy GUITTON,

Pour les syndicats de la FSU